



Washington nous mène dans un monde hors-la-loi

Par [Dr. Paul Craig Roberts](#)

Mondialisation.ca, 15 avril 2012

15 avril 2012

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

Analyses: [L'IRAN](#), [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

Le gouvernement des États-Unis prétend vivre sous les auspices de la loi, le respect des droits de l'Homme, et d'apporter liberté et démocratie à ses citoyens. La prétention de Washington et la dure réalité sont diamétralement opposées.

Les officiels du gouvernement américain critiquent de manière routinière les autres gouvernements pour ne pas être démocratiques et pour violer les droits de l'Homme. Toujours est-il qu'aucun autre pays au monde mis à part Israël bombarde, tire des missiles et envoie des drones dans des nations souveraines pour tuer des populations civiles. Les prisons de la torture d'Abu Graïb, de Guantanamo et le programme de transfert secret de prisonniers de la CIA dans ses prisons tout aussi secrètes, sont les contributions des régimes Bush / Obama aux droits de l'Homme.

Washington viole les droits de ses propres citoyens. Washington a suspendu les droits et libertés civils pourtant garantis par la constitution et a déclaré ses intentions de détenir les citoyens américains indéfiniment sans autre forme de procès. Le président Obama a annoncé qu'à sa discrétion, il peut faire assassiner des citoyens américains qu'il voit comme une menace pour les États-Unis.

Le congrès n'a pas répondu à ces annonces extraordinaires avec une procédure de destitution. Il n'y a pas eu de levée de boucliers de la part des cours fédérales, des facultés de droit et des associations du barreau. Glenn Greenwald rapporte que le département de la Sécurité de la Patrie (**NdT**: la "fameuse" DHS, qui est la stasi / securitate du pays du goulag levant) harcèle les journalistes qui refusent de devenir des "pressetitués" et nous avons vu des vidéos de la répression brutale par la police des manifestations pacifiques du mouvement Occupy Wall Street. Chris Floyd décrit les pervers de la torture qui règnent sur les États-Unis.

Maintenant, Washington force du mieux qu'elle peut le reste du monde à se débarrasser des traités internationaux et de la loi internationale. Washington a déclaré que sa parole seule est la loi internationale. Tous les pays, sauf ceux qui ont reçus une dispense de Washington, qui s'engagent dans le commerce avec l'Iran ou achète du pétrole iranien seront sanctionnés par les États-Unis. Ces pays seront coupés du marché américain et leur système bancaire ne pourra plus utiliser les banques pour procéder aux règlements internationaux. En d'autres termes,, les sanctions de Washington envers l'Iran s'appliquent non seulement à l'Iran mais aussi aux pays qui défient Washington et utilisent le pétrole iranien pour subvenir à leur demande énergétique.

D'après le *Christian Science Monitor*, Washington a jusqu'ici donné une dérogation au Japon

et à 10 pays européens pour continuer à acheter le pétrole iranien. Demandant à des pays de fermer leurs économies afin de donner libre-court à la vendetta de Washington contre l'Iran; une vendetta qui existe depuis que les Iraniens ont renversé la marionnette installée par les Etats-Unis, le Shah d'Iran, il y a plus de trente ans. Ceci fut plus que Washington ne pouvait supporter. Washington a permis au Japon de continuer à importer entre 78 et 85% de ses importations normales de pétrole avec l'Iran.

Les dispenses de Washington quoi qu'il en soit, sont tout à fait arbitraires. Des dispenses n'ont pas été données à la Chine, à l'Inde, à la Turquie et à la Corée du Sud. L'Inde et la Chine sont les plus gros importateurs de pétrole iranien et la Turquie et la Corée du Sud sont dans le top 10 des importateurs. Avant que de regarder aux conséquences imprévues de la vendetta de Washington contre l'Iran, voyons quel est le problème de Washington avec ce pays ?

Franchement, Washington n'a rien à faire valoir. Nous sommes, une fois de plus, revenus à la supercherie "des armes de destruction massives". L'Iran, à l'inverse d'Israël, est signataire du traité de non prolifération nucléaire. Tout pays signataire a le droit à l'énergie nucléaire. Washington affirme que l'Iran viole le traité en développant un programme nucléaire militaire. Il n'y a absolument aucune preuve des accusations de Washington. Washington possède 16 agences de renseignement et toutes sont unanimes pour dire que l'Iran n'a pas de programme nucléaire militaire pour faire des armes nucléaires depuis au moins 2003. De plus les inspecteurs de l'AIEA sont en Iran et ont rapporté de manière constante qu'il n'y a pas de diversion de matériel nucléaire de son programme énergétique vers un programme d'armement.

Les quelques rares fois où on rappelle à Washington ces faits, elle rend l'affaire différente. Washington déclare alors les droits de l'Iran sous les conditions du traité de non prolifération invalides, que l'Iran ne peut pas avoir un programme nucléaire énergétique, parce que l'Iran apprendrait alors à faire des armes nucléaires dans le futur et ainsi d'obtenir la bombe. La première nation hégémonique mondiale a décidé unilatéralement que la possibilité que l'Iran puisse un jour décider de construire une bombe atomique, est un trop grand risque à courir. C'est mieux, dit Washington, de faire monter les prix du pétrole, de perturber l'économie mondiale, de violer la loi internationale et de risquer une guerre majeure, que d'avoir à se soucier qu'un gouvernement iranien futur fasse une arme nucléaire. Ceci est l'approche tyrannique de la loi de Jeremy Bentham, qui fut répudiée par le système légal anglo-saxon.

Il est difficile de caractériser la position de Washington comme étant une position de bon jugement. De plus, Washington n'a jamais expliqué quel risque elle voit dans la possibilité de la possession de l'arme nucléaire par l'Iran. Pourquoi ce risque serait-il plus grand que le risque associé avec l'armement nucléaire soviétique à l'époque, ou avec l'armement nucléaire des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine, d'Israël, du Pakistan, de l'Inde et de la Corée du Nord aujourd'hui? L'Iran est un pays relativement petit. Elle n'a pas l'ambition hégémonique de Washington. Contrairement à Washington, l'Iran n'est pas en guerre avec une demi-douzaine de pays. Pourquoi Washington détruit-elle la réputation des Etats-Unis comme un pays qui respecte la loi et risque une guerre majeure et une dislocation économique à propos de quelques développements futurs, dont la probabilité est totalement inconnue ?

Il n'y a pas de bonne réponse à cette question. Manquant de preuve dans le cas contre l'Iran, Washington et Israël y ont substitué la diabolisation. Le mensonge a été établi comme

vérité comme quoi le président actuel de l'Iran a l'intention de rayer Israël de la surface de la terre.

Le mensonge a eu le succès escompté comme propagande alors même que de nombreux experts en langues ont prouvé que l'intention attribuée au président iranien par la machine propagandiste américano-israélienne est un énorme contre-sens dans la traduction de ce que le président iranien a dit. Une fois de plus, pour Washington et ses prestataires, les faits ne comptent pas. Seul l'agenda est ce qui compte. N'importe quel mensonge sera utilisé pour faire avancer cet agenda.

Les sanctions de Washington pourraient bien finir par mordre Washington plus fort qu'elles ne mordent l'Iran.

Que fera Washington si l'Inde, la Chine, la Turquie et la Corée du Sud ne succombent pas à ses menaces ?

D'après des rapports récents, l'Inde et la Chine ne sont pas favorables à se désavantager elles-mêmes et à nuire à leur développement économique afin de supporter Washington dans sa vendetta contre l'Iran. Ayant observé la montée rapide de la Chine et l'immunité de la Corée du Nord contre une attaque américaine, la Corée du Sud peut légitimement se demander combien de temps encore elle restera un état marionnette des Etats-Unis. La Turquie, où le gouvernement civil et quelque peu islamiste a réussi à devenir indépendant de l'armée turque contrôlée par les Etats-Unis, apparaît réaliser peu à peu que Washington et l'OTAN ont cantonné la Turquie dans un "rôle de serviteur" dans lequel la Turquie est l'agent de Washington contre ses pairs. Le gouvernement turc semble réévaluer les bénéfices d'être un pion de Washington.

Ce que la Turquie et la Corée du Sud ont à décider est en fait de prendre la décision pour que ces pays soient des pays indépendants ou assimilés dans l'empire de Washington.

Le succès de l'assaut américano-israélien sur l'indépendance de l'Iran dépend de l'Inde et de la Chine.

Si l'Inde et la Chine montrent leur majeur à Washington, que peut-elle faire ? Absolument rien. Que se passera-t'il si Washington, noyée dans ses délires gigantesques, venait à annoncer des sanctions contre l'Inde et la Chine ?

Les rayons de Wal-Mart resteront vides et le plus gros distributeur des Etats-Unis viendrait marteler la porte de la Maison Blanche.

Apple et bon nombre de grosses corporations influentes américaines, qui ont délocalisées leur production pour le marché américain en Chine, verraient leurs profits s'évaporer. Ensemble, avec leurs alliés de Wall Street, ces entreprises très puissantes viendraient prendre d'assaut le fou de la Maison blanche avec bien plus de force que l'Armée Rouge. Le surplus commercial chinois arrêterait de venir renflouer la dette de la trésorerie américaine. Les opérations bancaires délocalisées en sous-traitance en Inde, les compagnies de cartes de crédit et les départements de services et d'utilités à travers les Etats-Unis cesseraient de fonctionner.

Ce serait le domaine du chaos aux Etats-Unis. Telles sont les récompenses pour l'empire de la mondialisation que ce même empire a enfanté.

L'imbécile de la Maison Blanche et les va t'en guerre néoconservateurs et israéliens qui le pressent de faire encore plus de guerres, ne comprennent pas que les Etats-Unis ne sont plus un pays indépendant. Les Etats-Unis ont un propriétaire: les corporations offshore et les pays étrangers dans lesquels ces corporations ont localisé leur production pour les marchés américains. Des sanctions sur l'Inde, la Chine (et la Corée du Sud) veut simplement dire des sanctions sur les entreprises américaines, des sanctions sur la Turquie veulent dire des sanctions sur un allié de l'OTAN.

La Chine, l'Inde, la Corée du Sud, la Turquie réalisent-elles qu'elles ont en leur possession la donne gagnante ? Comprennent-elles qu'elles peuvent montrer leur majeur à l'empire américain et l'amener à l'effondrement, ou sont-elles conditionnées comme l'Europe et le reste du monde au fait qu'il est vain de résister aux Américains tous puissants ?

La Chine et l'Inde exerceront-elles leur puissance sur les Etats-Unis ou ces deux pays vont-ils tempérer l'affaire et adopter une pose qui sauvera la face de Washington tout en continuant à acheter le pétrole iranien ?

La réponse à cette question est: Combien les Etats-Unis vont-ils payer secrètement en concessions multiples, comme par exemple la sortie des Etats-Unis de la Mer de Chine du Sud, pour que la Chine et l'Inde prétendent à la reconnaissance de la puissance américaine sur le reste du monde ?

Sans concessions à la Chine et à l'Inde, Washington se verra très sûrement ignorée et contempera sa puissance s'évaporer. Un pays qui ne peut pas produire industriellement et produire des biens de consommation, mais ne peut qu'imprimer des instruments d'endettement et de la monnaie n'est pas un pays puissant. Il n'est qu'un petit caïd de cour de récréation qui peut continuer à rouler des mécaniques jusqu'à ce que le garçon proverbial dise: "L'empereur est nu".

Paul Craig Roberts

Article original en anglais :



[Washington Leads The World Into Lawlessness](#)

- by Dr. Paul Craig Roberts - 2012-04-12

Traduction : Résistance 71, <http://resistance71.wordpress.com/>

Le blog de Paul Craig Roberts : <http://www.paulcraigroberts.org/>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Dr. Paul Craig Roberts](#), Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : **[Dr. Paul Craig Roberts](#)**

A propos :

Paul Craig Roberts, former Assistant Secretary of the US Treasury and Associate Editor of the Wall Street Journal, has held numerous university appointments. He is a frequent contributor to Global Research. Dr. Roberts can be reached at <http://paulcraigroberts.org>

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca